

*Questions orales*

Au moment même où les Canadiens s'inquiètent de l'avenir du pays, le gouvernement relève Radio-Canada de son mandat en ce qui concerne le développement de l'unité nationale.

Mais il ne s'arrête pas là. Nous apprenons aujourd'hui que, à cause d'un financement insuffisant, Radio-Canada devra fermer certaines stations régionales. Je peux vous assurer, monsieur le Président, que cela diminuera la capacité de Radio-Canada de faire du Canada un pays uni.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Harvard:** Je sais que le premier ministre est. . .

**Des voix:** Oh, oh!

**M. le Président:** Le député a la parole.

**M. Harvard:** Je sais que le premier ministre est un peu fatigué ces temps-ci, mais je veux quand même lui poser une question. A-t-il perdu toute confiance en la radiodiffusion publique? A-t-il perdu toute confiance en Radio-Canada? A-t-il perdu toute confiance en ce pays?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, je ne veux pas interrompre mon collègue, le ministre des Communications, mais je tiens à dire que ce sont les conservateurs qui ont fondé Radio-Canada et que, grâce à notre gestion saine des finances publiques, Radio-Canada pourra survivre, croître et prospérer au cours des années à venir. C'est ce que nous essayons de faire.

Mon collègue n'a qu'à penser au fait que, pendant une période difficile où notre gouvernement réduisait ses propres dépenses de 100 millions de dollars sur six ans, nous avons quand même trouvé l'argent nécessaire pour construire le centre de radiodiffusion de Radio-Canada à Toronto et pour financer *NewsWorld*, qui étaient d'importantes innovations pour Radio-Canada et pour les Canadiens.

Je crois que cela prouve bien notre engagement envers la radiodiffusion publique au Canada. Gérard Veilleux est le premier à reconnaître, en tant qu'ancien secrétaire du Conseil du Trésor, que Radio-Canada ou n'importe quel autre organisme gouvernemental ne peut pas fonctionner de façon isolée. Nous devons tous unir nos efforts et limiter les dépenses afin de renforcer l'économie à long terme.

**M. John Harvard (Winnipeg St. James):** Oui, les conservateurs ont fondé Radio-Canada et il semble que c'est eux qui la feront disparaître.

**Des voix:** Bravo!

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Harvard:** Nous avons tous constaté que les provinces de l'Ouest s'éloignent de plus en plus du reste du pays. Pourtant, les stations régionales de Radio-Canada à Calgary et à Saskatoon devront être. . .

**Des voix:** Oh, oh!

**M. le Président:** Le député a la parole. Je demanderais aux députés d'avoir la courtoisie de le laisser finir sa question.

**M. Harvard:** Les stations régionales de Radio-Canada à Calgary et à Saskatoon qui diffusent des émissions partout dans l'Ouest devront être fermées par suite des coupes annoncées aujourd'hui. Les Canadiens de l'Ouest perdront encore un autre moyen de faire connaître leurs sentiments et leurs préoccupations aux autres Canadiens.

Si le premier ministre ne veut pas permettre à ses propres députés conservateurs de l'Ouest d'exprimer les préoccupations des Canadiens de cette région, pourquoi ne permet-il pas à Radio-Canada de le faire?

[Français]

**L'hon. Marcel Masse (ministre des Communications):** Monsieur le Président, j'aimerais rappeler au député que, dans l'ensemble du Canada, aussi bien dans l'ouest du pays que dans l'Est, toutes les collectivités canadiennes continueront d'être desservies par une station de télévision de la Société Radio-Canada.

Les difficultés budgétaires de la Société Radio-Canada sont largement reliées aux questions publicitaires. Je tiens à rappeler au député qu'environ 30 p. 100 du budget de Radio-Canada vient des recettes publicitaires et j'aimerais lui rappeler également que la Société avait budgété cette année 395 millions de dollars de recettes budgétaires et elle doit budgéter à nouveau à 300 millions de dollars. Ceci n'est pas simplement dû à la situation économique, mais au fait que les Canadiens ont de plus en plus de services de télévision et que la compétition, la concurrence, monsieur le Président, ainsi que les services spécialisés fragmenteront, comme ils le font actuellement, les auditoires.

Ainsi, dans la région de Montréal, la station anglaise a perdu, depuis deux ans, 20 p. 100 de son auditoire et la station française, 17 p. 100 de son auditoire, parce qu'il y a plus d'émissions de télévision, parce qu'il y a plus de réseaux de télévision et parce qu'il y a plus d'intérêts dans le secteur de la télévision au Canada, monsieur le Président.

[Traduction]

**M. Russell MacLellan (Cap-Breton—The Sydneys):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Communications.